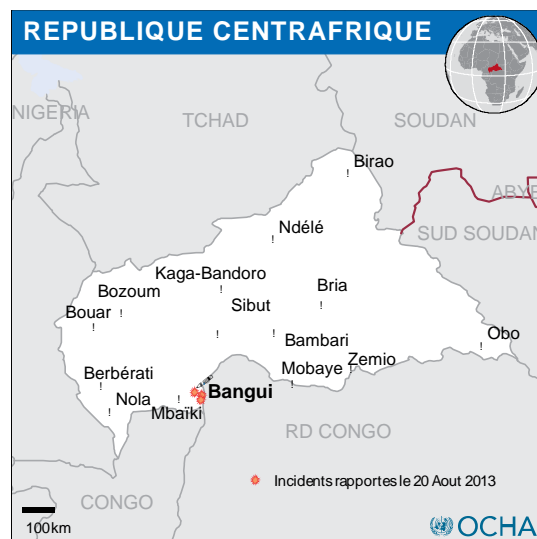




Ce rapport est produit par OCHA RCA en collaboration avec les partenaires humanitaires. Il couvre la période du 8 au 23 août. Le prochain rapport sera disponible aux alentours du 6 septembre.

Points saillants

- Mouvement de populations causé par la violence dans le 4^{ème} arrondissement de Bangui.
- Les membres du Conseil de Sécurité demandent l'accès humanitaire dans le pays et le respect du Droit International Humanitaire ainsi que les Droits de l'Homme.
- Le 19 août, Journée mondiale de l'aide humanitaire, le Premier Ministre centrafricain a exhorté tous les groupes armés à faciliter l'accès aux organisations humanitaires et à respecter le Droit International Humanitaire.
- Le Processus d'Appel Consolidé est financé à hauteur de 34%.
- Les partenaires de la santé répondent à l'épidémie de rougeole.



Map Sources: ESRI Europa Technologies, UNCS.
The boundaries and names shown and the designations used on this map do not imply official endorsement or acceptance by the United Nations. Map created in Dec 2011.

225 000

Personnes déplacées internes (au 21 août)

62 714

Nouveaux réfugiés centrafricains dans les pays voisin, dont 40 500 en RDC

34%

Du financement CAP (195 millions de dollars américains requis)

4,6 m

Population en RCA

1,6 m

Personnes vulnérables

484 000

Population cible en situation d'insécurité alimentaire

0%

financement

Le cluster relèvement précoce n'a reçu aucun financement

Aperçu de la Situation

L'absence absolue d'ordre et d'Etat de droit en République centrafricaine perpétue les violations des droits humains. Deux jours après la prestation de serment de Michel Djotodia, Président de la Transition, le 18 août 2013, de violentes attaques ont repris à Bangui. Le 20 août, les membres de la Séléka ont usé d'une force excessive pour désarmer les habitants du quartier Boy-Rabe dans le 4^{ème} arrondissement de Bangui réputés être des partisans de l'ancien régime. Des coups de feu et armes lourdes ont été utilisés à Boy-Rabe et au quartier Boing, engendrant une peur généralisée et un déplacement de la population vers d'autres quartiers. Des rapports préliminaires indiquent que plus d'une dizaine de personnes sont mortes et plusieurs sont blessées. Des pillages généralisés de résidences et ONG ont été rapportés. Au 22 août, apeurés, les habitants de Boy-Rabe ont quitté le quartier craignant également des assassinats arbitraires.

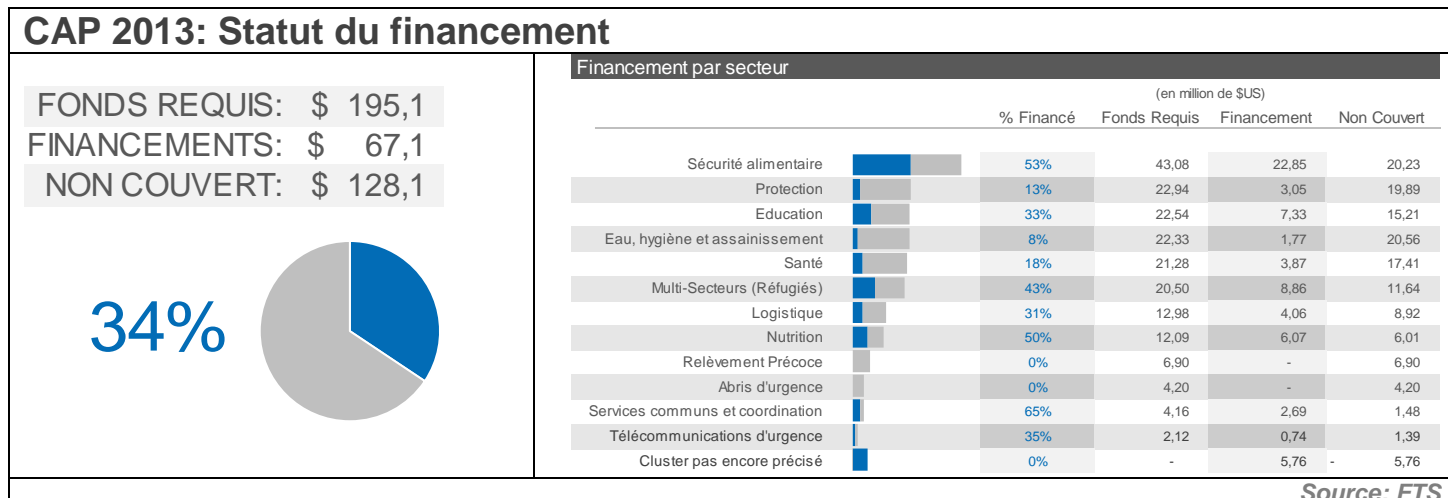
Le 14 août, les membres du Conseil de sécurité ont entendu un exposé sur la situation en République centrafricaine présenté par le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en RCA, le Général Babacar Gaye, la Secrétaire générale adjointe aux affaires humanitaires, Valérie Amos et le Sous-secrétaire général aux droits de l'homme, Ivan Šimonović. Les membres du Conseil de Sécurité ont souligné qu'il incombe aux autorités centrafricaines de protéger en premier lieu la population civile. Ils exigent que toutes les parties s'abstiennent de tout acte de violence contre les civils, facilitent l'accès humanitaire en toute sécurité et sans entrave dans le pays et respectent pleinement le Droit International Humanitaire (DIH) ainsi que le Droit de l'Homme.

La Journée Mondiale de l'Aide Humanitaire (JMAH) a été commémorée en RCA le 19 août 2013. La cérémonie était présidée par le Premier Ministre centrafricain, Nicolas Tiangaye en présence du RSSG, de la Coordonnatrice Humanitaire par intérim, des partenaires humanitaires et médias nationaux. Lors de son discours, le Premier Ministre a exhorté tous les groupes armés à faciliter l'accès aux organisations humanitaires et à respecter le DIH. Le public a été sensibilisé sur le travail des acteurs humanitaires dans le pays, à travers une conférence de presse. Depuis la crise qui a débuté le 10 décembre 2012, 22 incidents violents dont 13 cas de pillage ciblant les travailleurs humanitaires ont été enregistrés.

Financement

En date du 22 août, FTS a enregistré 34 pour cent des contributions pour le Processus d'appel consolidé (CAP) 2013, pour un besoin total de 195 millions de dollars américains requis.

Le Fonds Humanitaire Commun (CHF) a financé 14 projets pour un montant de 4,1 millions de dollars américains, tandis que sept projets sont en cours d'analyse technique pour un montant supplémentaire 3, 6 millions de dollars américains.

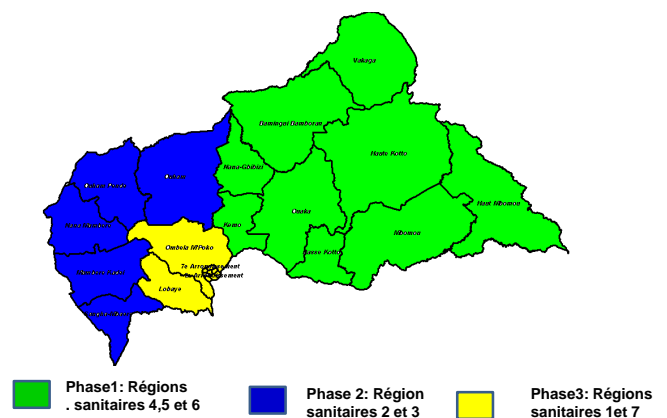


Tous les partenaires humanitaires – y compris les bailleurs de fonds et les agences bénéficiaires – sont encouragés à informer FTS de toute contribution en argent et en nature en envoyant un courriel à: fts@un.org

Réponses humanitaires

Du 27 juillet au 02 août 2013, UNFPA a dispensé une formation sur le Dispositif Minimum d'Urgence (DMU) à 31 participants des régions sanitaires de Bambari, Ippy, Grimari, Kouango, Bakala, Bria et Alindao. Les participants étaient issus du Ministère de la Santé, associations, ONG nationales (AFJC et ACABEF) et ONG internationales (IMC).

La RCA connaît depuis novembre 2012, une recrudescence épidémique de cas de rougeole qui, au départ était localisée dans l'ouest et par la suite s'est étendue au reste du pays. Cette épidémie s'est aggravée avec l'arrêt des services de vaccination de routine (PEV) depuis les événements militaro-politiques de mars 2013. Le 21 août 2013, 454 cas suspects de rougeole dont 157 cas positifs ont été notifiés dans le pays. La mortalité reste cependant faible avec 2 cas de décès (soit 0,44%). Le Ministère de la Santé a décidé d'organiser une campagne de vaccination contre la rougeole en 3 phases: la 1^{ère} sera organisée du 23 au 29 septembre 2013 dans les régions sanitaires 4, 5 et 6. Les 2^{ème} et 3^{ème} phases seront successivement organisées dans les régions sanitaires 2 et 3, 1 et 7 (Bangui). Ces campagnes de vaccination cibleront les enfants de 0 à 59 mois et intégreront l'administration de la vaccination contre la Polio, l'administration de la vitamine A et de l'Albendazole (pour la 1^{ère} phase).





Eau, Assainissement et hygiène (EHA)

Besoins:

- L'équipe mobile de l'UNICEF à Kaga-Bandoro a trouvé une couverture inégale des services EHA dans la préfecture de la Nana-Grebezi. Si, globalement, la couverture en eau potable est relativement élevée comparée à la moyenne nationale, la répartition est inégale et le taux de pompes endommagées est très élevé, environ 35% (80 pompes) en raison d'un manque de maintenance. Le nombre de ménages disposant de latrines est de 5%.

8%

Le cluster n'a reçu aucun financement

Réponses:

- Du 20 juillet au 3 août 2013, l'ONG TGH et la société nationale d'eau (SODECA) ont finalisé l'évaluation technique de la SODECA de Bambari. Un financement urgent est nécessaire pour assurer la réhabilitation de la société d'eau.
- Entre le 23 juillet et le 4 août, IRC a réhabilité 8 des 20 pompes à eau au profit de 4 000 personnes dans la zone de Kaga-Bandoro sous le financement de l'UNICEF.

Besoins non couverts & contraintes:

- Le cluster n'a reçu que 8% des fonds requis. Un financement d'urgence est nécessaire pour assurer la mise en œuvre EHA.



Education

Besoins:

- En raison de la crise qui a débuté en décembre 2012, de nombreuses écoles demeurent fermées sur l'ensemble du territoire. Alors que les écoles primaires en RCA débutent l'année scolaire à la mi-septembre, certaines écoles ont rouvert pour préparer les élèves allant en classe de sixième. Ceux-ci, risquent de ne pas être en mesure de terminer l'école primaire en raison de l'interruption des cours pendant des mois.

33%

Funding received by the cluster

Réponses:

- Suite aux évaluations effectuées dans les environs de Bangui, Bambari, et Kaga-Bandoro, l'UNICEF appui des activités éducatives pour des élèves en classe de CM2 à travers la distribution de kits scolaires.
- Des distributions de kits scolaires aux 14 écoles qui ont rouvert à Kaga-Bandoro sont prévues du 19 au 23 août par l'équipe mobile de l'UNICEF.

Besoins non couverts & contraintes:

- Bien que des efforts aient été observés dans tout le pays pour redémarrer les activités éducatives, de nombreuses écoles à travers le territoire restent fermées en raison du manque d'enseignants, de fournitures, d'administrateurs ou à cause de la situation sécuritaire.
- Une évaluation à l'échelle nationale est actuellement organisée par le Cluster Education, avec l'appui financier de l'UNICEF. Au cours des discussions aux niveaux national et local, l'UNICEF considère la sécurité des élèves et des enseignants comme le point de départ pour son soutien à la reprise de l'apprentissage.



Nutrition

Besoins:

- Un total de 8 009 enfants sévèrement malnutris ont été admis dans les services de nutrition du pays en mai 2013. Ce chiffre s'est élevé à 13 075 enfants admis à Bangui, Kaga-Bandoro et Bambari à la fin juillet. Des activités de sensibilisation et de dépistage nutritionnel communautaire organisé par de nombreuses ONG explique cette augmentation de 38 pour cent.

13 075

Enfants sévèrement malnutris admis pour traitement

Réponses:

- L'UNICEF continue d'appuyer le fonctionnement des services alimentaires d'urgence en RCA en collaborant avec les ONG partenaires sur le terrain et le Gouvernement. Cet appui intervient dans les unités nutritionnelles thérapeutiques (UNT) pour les patients atteints de maladies associées et les unités nutritionnelles ambulatoires (UNTA) / externes.

- En date du 14 août, 91 UNTAs sur 150 et 21 UNT sur 24 ont repris leurs programmes de nutrition, y compris dans les préfectures de la Vakaga, Haute Kotto, Ouaka avec l'appui de l'UNICEF à travers la distribution de fournitures nutritionnelles aux partenaires de mise en œuvre.
- Les équipes de l'UNICEF à Bambari, Berberati, Kaga-Bandoro, renforcent la coordination et la réponse des activités nutritionnelles avec la participation progressive des autorités nationales de santé dans les préfectures.

Besoins non couverts & contraintes:

- Le cluster a reçu 50 pour cent du financement requis. Un financement d'urgence est nécessaire afin d'assurer la mise en œuvre des activités nutritionnelles.



Protection

Besoins:

- Le sous-cluster de l'enfance a effectué une analyse des données secondaires qui relève les principaux besoins devant être pris en charge suivant: enfants associés aux groupes armés, traumatismes psychologiques, enfants séparés ou non accompagnés, violences sexuelles et l'enregistrement des naissances. Depuis le coup d'Etat, le nombre d'enfants associés aux forces et groupes armés est estimé à 3 500.
- Suite au conflit, le nombre d'enfants non accompagnés ou séparés est estimé à 132 000 (soit 50% du nombre total de réfugiés et de personnes déplacées en RCA)

1,5 million

Personnes ciblées ayant besoin d'assistance en protection

Réponses:

- Du 5 au 6 août, en réponse à l'augmentation des cas documentés de Violence Basée sur le Genre (VBG) suite à la crise, l'UNICEF a organisé deux ateliers sur les différents types de VBG. Au total 30 personnes ont été formées à Bangui; 12 femmes et 18 hommes, dont des membres et partenaires du sous-cluster (société civile, ministères et agences des Nations Unies).
- Avec l'appui de l'UNICEF, Save the Children a ouvert 2 Espaces Amis des Enfants dans la ville de Kaga-Bandoro pouvant accueillir 200 enfants chacun. Des activités sont conduites par l'ONG nationale Vitalité Plus. Ces sites ont accueilli quelques 30-60 enfants, les deux premiers jours.
- La mission d'évaluation de la protection de l'enfance réalisée à Sibut (préfecture de la Kemo) par Save the Children International a évoqué des possibilités de programmation ainsi que des défis en raison de l'insécurité, contraintes opérationnelles, l'absence des autorités administratives sur le terrain et le nombre limité des acteurs humanitaires.
- La réponse en protection de l'enfance est assurée par sept organisations: trois ONG internationales (COOPI, Save the Children, International Medical Corps), quatre ONG nationales (IDEAL NES, JUPEDEC, ROJMCA) et le CICR. Les partenaires financiers sont composés de l'UNICEF, ECHO, OFDA, USAID et le CHF. Une cartographie des interventions est en cours de finalisation par le sous-cluster.

Besoins non couverts & contraintes:

- Les besoins restent énormes en termes de suivi et de gestion d'informations.



Santé

Besoins:

- La première rotation de l'équipe mobile de l'UNICEF à Bambari du 18 juillet au 03 août 2013, fait état d'un taux élevé de morbidité due à l'anémie, probablement causée par des niveaux élevés de paludisme non traité. D'autres pathologies fréquemment observées sont la diarrhée, les parasites et les infections respiratoires aiguës.

1,2 million

Personnes ciblées pour l'assistance sanitaire

Réponses:

- Save the Children a livré: 5 kits de santé d'urgence pourvus par l'UNICEF destinés aux cliniques mobiles dans la préfecture de la Nana-Gribizi, 20 matelas à l'hôpital régional de Bambari ainsi que des kits SR de l'UNFPA composés de: 3 kits d'accouchement hygiénique (pour 600 nouvelles naissances), 3 kits d'assistance à l'accouchement, 3 kits de gestion des complications de l'avortement et fausses couches et 4 kits de ventouse d'accouchement.
- Les 2 cliniques mobiles de Save the Children dans la Nana-Gribizi enregistrent en moyenne plus de 200 personnes par jour; la majorité des cas traités sont le paludisme, les infections des voies respiratoires et des soins prénataux.

- Du 5 au 9 août 2013, l'équipe mobile à Kaga-Bandoro a appuyé la reprise des services dans 7 postes de santé à travers la distribution de médicaments essentiels et de fournitures médicales pour redémarrer les services médicaux et le Programme élargi de vaccination (PEV). Ces postes de santé, auparavant fermés en raison de la pénurie de médicaments, sont maintenant en mesure de couvrir les besoins des 15 750 personnes dans la région de Kaga-Bandoro.
- Avec la présence de l'UNICEF à Bambari depuis le 20 juillet, au total 38 postes de santé ciblés seront ravitaillés.
- Le 29 juillet, l'hôpital de Bambari a reçu cinq kits de santé de base de l'UNICEF pour répondre aux besoins de santé d'urgence de 5 000 personnes pendant 3 mois.

Besoins non couverts & contraintes:

- L'accès aux services de santé reste un défi à Kaga-Bandoro à cause des taxes illégales demandées lors du passage des barrières érigées par des éléments armés à l'entrée des villes. L'insécurité entrave également l'accès aux soins. Selon le médecin chef de l'hôpital, le taux de consultation est passé de 76% avant la crise à 11% aujourd'hui et ce, malgré la disponibilité des médicaments.



Securité alimentaire

Besoins:

- Assurer la distribution de vivres aux personnes en situation d'insécurité alimentaire sévère, dont les personnes déplacées, les familles d'accueil et les personnes âgées.
- Pour la protection des semences, les rations alimentaires doivent être distribuées de façon concomitante avec les semences de manière à empêcher la consommation de ces dernières.

484 000

Personnes ciblées pour l'assistance en sécurité alimentaire

Réponses:

- De mai à juillet 2013, le PAM a fourni 2 552 tonnes d'aide alimentaire à 165 764 personnes. Cela équivaut à 35 pour cent du plan annuel du PAM-RCA pour atteindre 476 690 bénéficiaires.
- Du 28 juillet au 11 août, le PAM a assisté 8 485 bénéficiaires sur l'axe Damara-Sibut, Bimbo, Begoua, Bambari et Zemio. Près de 260 tonnes de produits divers ont été distribués afin de couvrir des rations pour 30 jours.

Besoins non couverts & contraintes:

- Difficultés d'avoir accès aux producteurs car la plupart sont encore réfugiés dans la brousse.
- Risque de consommation des semences si ces distributions ne sont pas associées avec des rations alimentaires de protection.
- Nombre insuffisant d'outils et de semence.



Logistique

Besoins:

- Renforcer la flotte actuelle d'une capacité de 100 tonnes à plus de 300 tonnes et réhabiliter certains ouvrages dans les zones peu accessibles.

39%

Du financement UNHAS

Réponses:

- Au cours du mois de Juillet, UNHAS a entrepris 162 voyages transportant 877 passagers et 24 tonnes de fret. UNHAS a également procédé à une évacuation médicale.
- Le PAM se prépare à rouvrir son sous-bureau à Bouar. Un VSAT a été ré-installé pour pouvoir accéder aux télécommunications dans la région. La communauté humanitaire à Bouar accèdera à une connexion à Internet facilitée par le PAM.

Besoins non couverts & contraintes:

- Les besoins d'UNHAS exprimés dans la revue à mi-parcours du CAP s'élève à 10 470 millions de dollars américains. Ces besoins, sont au 22 août, financés à 4 064 millions de dollars, soit un taux de couverture de 39%.

Pour plus d'informations:

Amy Martin, Cheffe de Bureau, martin23@un.org, Cell: +236 70 55 41 41/+236 75 55 41 41

Laura Fultang, Chargée d'Information, fultang@un.org, Cell: +236 70 18 80 64

Gisèle Willybiro-Maidou, Assistante à l'information, willybiro@un.org, Cell: +236 70 18 80 61

Pour plus d'informations, veuillez visiter www.unocha.org ou reliefweb.int